



Communiqué de presse
Pour distribution immédiate

CONSEIL RÉGIONAL REPORTÉ EN DÉCEMBRE

Kuujuaq, Québec, 15 novembre 2021 – La réunion du Conseil de l'Administration régionale Kativik a été reportée de quelques semaines en raison du retard dans la tenue des élections municipales causé par la propagation du coronavirus dans plusieurs communautés du Nunavik.

La réunion du Conseil, qui devait avoir lieu du 22 au 25 novembre à Kuujuaq, se tiendra désormais par vidéoconférence du 13 au 16 décembre 2021. La réunion devra être tenue virtuellement afin de respecter les directives en matière de santé publique.

Le nouvel exécutif de l'ARK ne sera pas élu lors de la réunion de décembre, comme l'exige la loi, car les 14 villages du Nord n'auront pas tous tenu des élections municipales. Cinq villages nordiques - Ivujivik, Salluit, Kangirsuk, Kangiqsualujuaq et Kuujuaq - ne seront libres de tenir des élections municipales que lorsque le gouvernement du Québec aura levé l'arrêté ministériel adopté le mois dernier qui reportait le vote dans ces communautés en raison de la propagation du virus COVID-19. Une fois le processus électoral terminé dans les cinq autres communautés, le nouveau conseil de l'ARK sera nommé et un exécutif sera élu lorsque la situation le permettra.

D'ici là, le conseil et l'exécutif actuels du gouvernement régional du Kurdistan, qui sont au terme d'un mandat de trois ans, continueront à gérer les affaires de la région et à assurer la stabilité et la continuité du processus démocratique dans cette situation sans précédent.

-30-

Information:

Service des communications
Administration régionale Kativik
Tél. 819-964-2961, poste 2358

media@krq.ca

www.krq.ca

L'Administration régionale Kativik est un organisme public non ethnique créé en 1978, en vertu de la Convention de la Baie James et du Nord québécois. L'organisme a compétence sur la quasi-totalité du territoire du Québec au nord du 55^e parallèle dans des domaines tels que les affaires municipales, le transport, l'environnement, les services de police, l'emploi, la formation de la main-d'œuvre, la sécurité du revenu, les services de garde, les ressources renouvelables, l'aménagement du territoire, la sécurité civile et le développement économique.